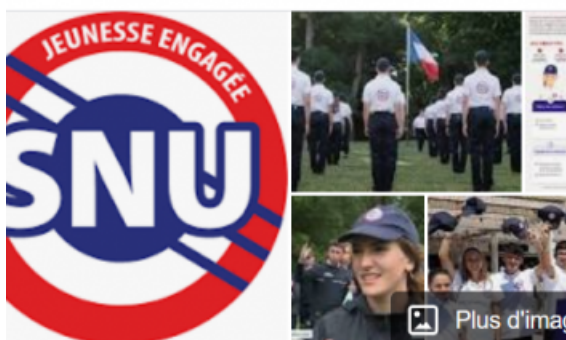


Généralisation du SNU : pour l'UNSA Éducation c'est NON !



service national universel

Lancé en 2019 sur la base du volontariat, puis expérimenté à plus grande échelle chaque année, le Service National Universel a continué de faire partie des promesses présidentielles du candidat Emmanuel Macron.

Généralisation du SNU : pour l'UNSA Éducation c'est NON !

Lancé en 2019 sur la base du volontariat, puis expérimenté à plus grande échelle chaque année, le Service National Universel a continué de faire partie des promesses présidentielles du candidat Emmanuel Macron. Lors des vœux de janvier 2023, le président avait mis en attente ses annonces sur l'avenir de ce dispositif contesté et contestable. L'UNSA Éducation s'oppose à ce qu'il soit rendu obligatoire car l'engagement qu'il prétend développer comme culture, chez les jeunes, ne peut qu'être volontaire.

Le SNU a pu se mettre en place progressivement grâce à l'expertise et au savoir-faire des agents Jeunesse et Sports. Le SNU étant une mission supplémentaire qui a vampirisé toutes les autres, rappelons que les séjours de cohésion sont organisés comme des Accueils Collectifs de Mineurs.

Jusqu'à présent, le SNU n'a rien eu d'Universel. Il n'a jamais atteint les objectifs en nombre de jeunes volontaires, et encore moins en origines sociales diversifiées. Les jeunes issus de classes favorisées ont investi ces séjours de cohésion, y voyant un élément à valoriser dans leur stratégie d'orientation pour la poursuite d'études supérieures. L'objectif de mixité sociale qui lui est fixé est manqué. Par ailleurs, cet objectif de mixité sociale est d'abord celui de la scolarité obligatoire, et pour cela il faut en donner les moyens au système éducatif.

L'idée de sa généralisation est vraiment une mauvaise idée que nous combattons. Envisager la généralisation sur le temps scolaire va de plus totalement déstabiliser et désorganiser les

établissements scolaires. Les équipes éducatives et d'encadrement ont déjà fort à faire pour déployer toutes les injonctions qui leur sont faites. Comment assurer toute la logistique nécessaire à l'accueil de plus de 800 000 jeunes par an ? La France manque de structures adaptées pour les faire manger, dormir, bouger, etc. Il manque aussi les adultes indispensables pour les encadrer, penser les contenus éducatifs et pour organiser matériellement les séjours. Aujourd'hui la généralisation du SNU ne peut pas être une priorité et il faut mettre l'argent ailleurs.

Si le SNU s'inscrit dans un parcours d'éducation à la citoyenneté, l'UNSA Éducation milite avec d'autres organisations pour qu'il ne soit proposé que sur la base du volontariat et avec l'accord des familles. Conserver l'idée d'un séjour de cohésion, qui mixerait une génération dans ses origines géographiques et sociales peut avoir un intérêt, celui d'une expérience de vie collective, de découverte de nouveaux horizons éducatifs et culturels. Mais alors, il faut tirer les leçons de la mise en œuvre expérimentale et des limites constatées. C'est la priorité pour améliorer à la fois l'accueil des jeunes volontaires et les conditions de travail de celles et ceux qui seront chargés de son organisation.

Ivry sur Seine, le 2 mars 2023,

Frédéric MARCHAND, secrétaire général de l'UNSA Éducation